

Henri Mendras,

Directeur de Recherches au CNRS, Conseiller de l'OFCE.

Michel Forsé,

Chargé d'études à l'OFCE.

L'économie « informelle » est définie par les économistes en opposition aux activités économiques comptabilisables et en fonction des réglementations de la puissance publique, ce qui les enferme dans une contradiction : évaluer ce qui échappe à leurs comptes. Les sociologues proposent de retourner le point de vue en se plaçant du côté des acteurs dont ils veulent analyser les stratégies. Les échanges qui s'inscrivent dans des réseaux de sociabilité peuvent se comprendre en terme de troc, de don et de contre-don. Dans l'économie domestique, le producteur et le consommateur étant confondus, il n'y a pas d'échange. Dans tous ces cas, la comptabilisation est trop conventionnelle pour être significative ; par contre, l'étude des mécanismes permet d'esquisser les tendances. Les conséquences du chômage, la construction des maisons et les jardins potagers fournissent des illustrations de cette argumentation.

Le thème de l'économie « informelle » comme celui de l'économie « duale » sont devenus depuis quelques années un sujet de discussion parmi les économistes et les hommes politiques. Ces deux adjectifs transcrits de l'anglais indiquent l'origine de la discussion, qui nous est arrivée de Grande-Bretagne et des Etats-Unis. Ils traduisent aussi une inquiétude sur deux hypothèses fondamentales de la macro-économie et de la comptabilité nationale. Selon la première, la vie économique de la nation est un tout qui obéit aux mêmes règles de fonctionnement et par conséquent peut s'analyser comme un ensemble homogène à l'aide des mêmes outils conceptuels et comptables. Or, si l'économie d'une nation devenait duale, elle obéirait à deux logiques différentes, il faudrait alors trouver d'autres instruments d'analyse. Seconde hypothèse :

* Ce texte reprend des passages d'un chapitre écrit en collaboration avec F. Stankiewicz pour le livre de synthèse du programme CNRS « Observation Continue du Changement Social et Culturel » à paraître, sous la direction de J. Lautman. Nous les remercions d'avoir autorisé ces emprunts.

pour le livre de synthèse du programme CNRS « Observation Continue du Changement Social et Culturel » à paraître, sous la direction de J. Lautman. Nous les remercions d'avoir autorisé ces emprunts.

on peut connaître de mieux en mieux une société à mesure que les outils théoriques et statistiques se perfectionnent. La société étant de plus en plus « transparente », il est possible de la gérer de plus en plus « rationnellement ». Or, certaines statistiques deviennent davantage sujettes à caution. Le recensement lui-même n'est plus aussi précis qu'autrefois. Les catégories utilisées pour ventiler les chiffres sont à revoir en fonction des transformations de la société : les catégories socio-professionnelles et la délimitation entre urbain et rural par exemple. On pourrait donc soutenir que, loin de devenir plus transparente, notre société est de plus en plus opaque.

Appuyés sur ces deux hypothèses contestables, les économistes ont joué depuis 1945 un rôle grandissant dans le gouvernement des sociétés industrialisées, pour le bien de celles-ci, dont ils ont su accompagner la croissance avec le succès exceptionnel que l'on sait jusqu'en 1973. Depuis cette date, leurs outils conceptuels dérapent sur les réalités nouvelles de la vie économique, les mécanismes ne répondent plus comme ils devraient, à tel point que l'on parle de crise de la science économique [1].

Tout le débat sur l'économie informelle doit être resitué dans ce contexte. Formel ici veut dire ce que le statisticien, l'administrateur et l'économiste mesurent et informel, le reste. Comme l'on pense communément que notre société devient de plus en plus programmée, organisée et ordonnée, de plus en plus « formelle » en français, « l'informel » c'est évidemment l'exception à la règle, au programme, donc le désordre, voire le répréhensible, qu'il faut faire rentrer dans le rang. Or, tous les observateurs s'accordent pour penser que « l'informel » s'accroît, que le désordre, un temps contenu, reprend du poil de la bête. N'y a-t-il pas là simplement une erreur de perspective ? Plus on veut « formaliser » la société, la faire rentrer dans une vision cohérente, plus ce qui échappe devient visible et troublant. Plus la société se monétarise, plus les rapports marchands se développent et se prêtent à prélèvement fiscal, plus les échanges non monétaires et les rapports non marchands deviennent apparents et anormaux.

Trois logiques d'action

Pour échapper à cette erreur, le sociologue aurait tendance à regarder les choses par l'autre bout de la lorgnette et à affirmer que notre société, vue par en bas, n'est pas aussi cohérente et rationnelle que ses princes le pensent : pour les citoyens elle paraît plutôt incohérente et contradictoire, maquis touffu et luxuriant dont le plan d'ensemble échappe et dans lequel il est difficile de faire son chemin ; ce qui donne libre cours aux stratégies des individus. Beaucoup d'études sociologiques récentes étayaient cette argumentation [2]. Pour comprendre « l'informel » il faut donc renoncer à le qualifier ainsi de façon négative et résiduelle et, au contraire,

en chercher la logique positive, adopter l'angle de vision de l'acteur et le situer dans son contexte de relations sociales.

Prenons un exemple pour esquisser une typologie. Supposons que j'ai besoin pour une soirée de faire garder mon enfant. Plusieurs solutions sont possibles :

1. Demander à une institution de m'envoyer un baby-sitter déclaré.
2. Demander à un ami ou à un parent proche de me rendre ce service.
3. Demander à une connaissance de garder l'enfant contre rémunération « au noir ».
4. L'un des membres du ménage ne sortira pas et gardera l'enfant.

Cet exemple concerne ce qu'il est convenu d'appeler un service, mais il va de soi que l'on peut parfaitement le transposer à la production et à la consommation d'un bien.

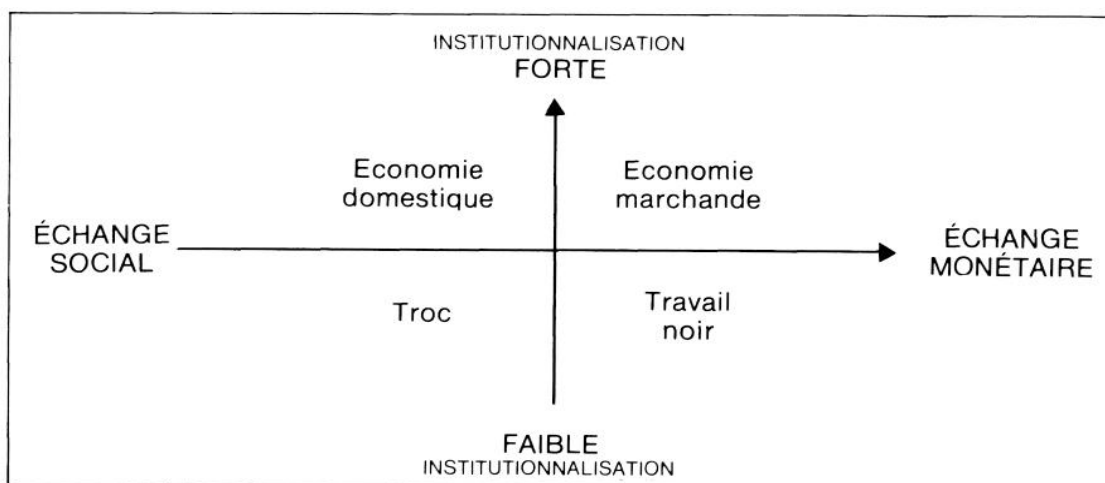
La première solution se situe dans le cadre de l'économie marchande. Autrement dit l'échange donne lieu à une rétribution monétaire officielle qui suit les règles du marché et subit les prélèvements étatiques.

Dans le second cas, l'inverse se produit. Si un ami accepte de venir garder mon enfant et si j'accepte cette offre (sans rémunération), je reçois un don et me mets en situation de dépendance puisqu'il me sera difficile de refuser un service jugé équivalent qu'il pourrait me demander ensuite. C'est notre rapport qui est le principal enjeu.

Car il faut bien distinguer cette forme d'échange de la troisième où la relation de sociabilité devient beaucoup moins importante du fait qu'il y a rémunération. En payant quelqu'un « au noir », je choisis précisément de ne plus me trouver en situation de dépendance. Une fois le service rendu et rémunéré, chaque acteur redevient parfaitement libre vis-à-vis de l'autre. Si pour trouver la personne qui acceptera de garder mon enfant « au noir », je dois utiliser mon réseau de connaissances, la sociabilité reste seconde, alors que dans le cas précédent elle était une fin : on voit bien que je ne pourrais demander à ma belle-mère de me rendre ce service, si d'un autre côté, je ne désire pas particulièrement développer mes rapports avec elle. Du même coup, l'échange, en tant qu'il est guidé par un choix parmi les individus que je connais, se révèle un excellent indicateur des stratégies des acteurs au sein de leurs réseaux. Au contraire, la relation n'est au mieux qu'un moyen lorsque nous sommes dans la situation du travail clandestin.

Enfin, avec le dernier cas, on a affaire à un échange « institutionnel » puisqu'il s'agit du groupe domestique et que les rapports entre les conjoints et les enfants sont en jeu. Comme dans le deuxième cas, demander à son conjoint de rendre le service, c'est se mettre dans la situation de celui qui reçoit et donc théoriquement dans la position de promesse du contre-don. Pourtant dans ce cadre, l'échange n'obéit pas à une règle de réciprocité immédiate. L'institution et ses règles interfèrent : le partage des tâches et la définition des rôles conjugaux sont fixés par la société qui fournit des modèles. Il s'agit alors d'économie domestique.

On peut résumer ces quatre cas dans le graphique suivant :



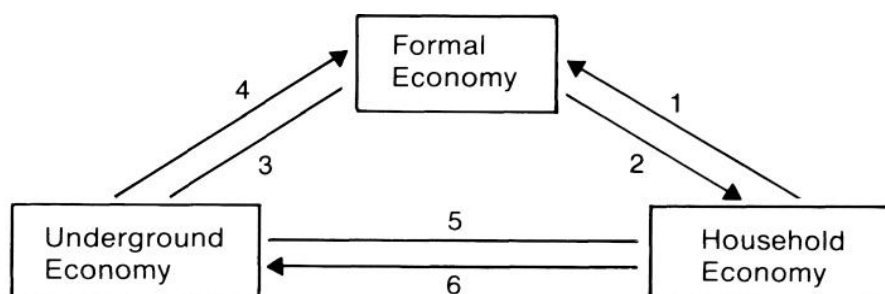
Ce tableau montre bien que sous l'étiquette « informel » la plupart des auteurs [3] confondent des comportements et des activités économiques que le sociologue propose de distinguer par-delà les définitions comptables en trois types :

— Le travail domestique qui produisant au sein d'une communauté ne donne pas lieu à échange : le groupe consomme ce qu'il produit lui-même.

— Les échanges de biens ou de services qui répondent à la logique du troc que les ethnologues analysent en termes de don et de contre-don.

— Le travail clandestin qui peut être considéré comme la partie monétaire de l'économie « informelle » ou comme la partie illicite de l'économie « formelle » puisque son but avoué est d'échapper aux charges et aux règles de la puissance politique.

On voit que cette typologie est différente de celle de Gershunny [4] qui oppose Formal, Underground et Household. En effet, sous le terme Underground, il entend à la fois le travail noir et le troc qu'il est essentiel de distinguer, comme on va le voir. Ce qui n'enlève rien à la vertu de son fameux triangle pour l'étude des *transferts* d'un secteur à l'autre :



« L'exemple classique de la lessive qui a quitté la buanderie familiale pour se faire dans une buanderie commerciale, pour revenir ensuite à la maison grâce à la machine à laver, illustre l'aller et retour (1 et 2)

entre HE et FE. Le nombre des maisons construites et payées en liquide, sans facture, illustre le passage n° 3 de FE à UE. De même, si le chômage continue à se répandre, conduisant à un abaissement du prix du travail noir, on peut s'attendre à une augmentation de la demande dans ce domaine de la part des ménages qui normalement auraient bricolé eux-mêmes, passage n° 6, de HE à UE. Certes, il est toujours vrai que les économies d'échelle et la division du travail encouragent la croissance de l'économie « formale » ; mais il est aussi vrai que le bas prix des biens de production et le prix élevé de la main-d'œuvre artisanale et de services encouragent la production domestique. Enfin, la pression fiscale et les viscosités du marché du travail favorisent l'économie souterraine. [...] Une réanalyse de budgets-temps tenus pendant plusieurs semaines en 1961, puis en 1974-1975, a montré que la proportion du temps utilisé pour gagner de l'argent a baissé, alors que le temps utilisé à la production « informel » de biens et de services a augmenté. »

Dans l'analyse qui suit nous ne traiterons pas du **travail noir** sous ses différentes formes car il obéit aux règles du marché et Rosine Klatzmann vient de présenter un très utile état de la question [5]. Que ce soit le gardien de la paix qui repeint un appartement à ses heures de loisir ou l'immigré clandestin qui travaille dans un atelier de confection, dans les deux cas le travail est payé en argent, immédiatement, par référence au prix courant et aucun rapport social particulier n'est mis en jeu. Pour le comptable national il est important d'évaluer cette production qui lui échappe, pour les services fiscaux il faut réprimer cette évasion illicite, mais pour le sociologue la différence est secondaire et ne mérite pas de retenir son attention, dans un premier temps tout au moins. En revanche les deux autres types méritent d'être caractérisés à l'aide des quelques enquêtes disponibles.

Dans l'**économie domestique**, le travail n'a aucun prix. Le temps de travail de la ménagère ou le temps de bricolage de l'homme ne sont pas évaluables en argent, puisqu'ils ne seraient pas rémunérés sur le marché du travail. Le banquier qui tond sa pelouse, fait une tâche qui ne lui coûte rien (sauf le coût de la tondeuse et l'essence), qu'il serait ridicule d'évaluer au prix de l'heure de son traitement de banquier, et qu'il est purement conventionnel d'évaluer au prix de l'heure de travail d'un jardinier, puisque, par définition, l'heure de loisir ne vaut rien, n'a pas de prix : on ne peut donner un prix à ce qui n'en a pas. Les travaux déjà anciens de P. Kendé [6] sur la « consommation élargie » ont clairement montré que vouloir évaluer toutes les activités domestiques au prix du marché (comme si tous les membres d'un ménage vivaient à l'hôtel ou au restaurant) supposait des conventions comptables qui rendaient les évaluations sans véritable intérêt. Les comptables agricoles savent depuis près d'un siècle, et notamment depuis la célèbre discussion entre Laur et Tchayanov, que là où le travail n'a pas de prix, les biens et les services produits ne peuvent avoir de coût, sauf par artifice comptable [7]. Du point de vue du comptable national, il y a déjà longtemps que Colin Clark a souligné que l'évaluation du travail ménager pouvait aboutir à des non-sens. Anne Chadeau et Annie Fouquet viennent de montrer que les évaluations du travail domestique variaient de 32 % à 77 % du PIB marchand : on ne saurait pas mieux dire qu'elles sont arbitraires [8].

QUELQUES CHIFFRES

- *Le travail domestique (France)*

Les Français, d'après l'enquête « Emploi du temps » de l'INSEE effectuée en 1974 consacrent 53 milliards d'heures au travail domestique contre seulement 39,5 milliards d'heures pour le « productif ».

- *L'économie de troc à grande échelle (USA)*

Les Américains ont imaginé une parade pour répondre à la pression de l'impôt : le « barter ». Au stade artisanal, le barter n'est rien d'autre qu'un retour à l'économie de troc : le médecin soigne contre quelques heures de jardinage, l'avocat reçoit une antiquité en échange de ses services. A un stade plus élaboré, le barter consiste en coopérative d'échanges. En 1978 un million d'entre elles existaient déjà aux Etats-Unis regroupant 500 à 10 000 adhérents selon les cas. A New York une société a organisé en 1978 un transfert de plus de 50 millions de F de marchandises entre une centaine d'entreprises désireuses d'échanger leurs stocks entre elles.

- *Les revenus non déclarés*

Les services américains du fisc ont procédé en 1976 à une évaluation des revenus non déclarés, donc non imposés. Ils se seraient élevés à environ 184 milliards de dollars. Pour comparaison, rappelons qu'à cette date le produit total d'un pays comme le Canada était de 196 milliards de dollars. Cette évaluation est loin d'être parmi les plus pessimistes.

- *Le travail noir*

— Le travail noir représentait 20 % du PNB déclaré aux USA en 1978 et 27 % du PIB en Italie.

— En France, il y aurait à peu près 1 million de travailleurs au noir qui recevraient 3 % des salaires de la population active. La part du travail au noir par rapport au PIB serait comparable à celle que l'on trouve en Grande-Bretagne soit environ 20 %.

- *A l'Est*

En Hongrie, par exemple, on estime couramment à 50 % du produit total ce qui est gagné en dehors des circuits officiellement recensés⁽¹⁾.

(1) Sur ce pays, un livre récent fait le point sur « l'immobilier informel ». Janos Kenedi, *Faites-le vous-même, L'économie parallèle en Hongrie*, Paris, Maspéro, 1982.

L'économie domestique est du même type que l'économie paysanne puisque la distinction entre production et consommation lui est étrangère. Bricoler son chauffage central, c'est se procurer à soi-même un confort, une satisfaction, ce n'est pas « produire » une installation de chauffage central pour un consommateur. Cuisiner un ragoût de mouton, n'est-ce pas « produire » un bien alimentaire puisqu'on peut l'acheter surgelé à l'épicerie ? Pourtant, l'économiste le traite comme une « consommation ». En fait, ce n'est ni l'un ni l'autre, puisque le consommateur produit pour soi : tout se passe « au sein » d'un seul agent économique, le ménage. Si le mouton a été élevé sur la prairie d'un résident secondaire (mouton « tondeur » comme on dit), abattu sur place, partagé avec le voisin et mis au congélateur, si les haricots ont été cultivés dans le potager, on voit qu'il y a autoconsommation complète, sans achat ni vente, sans « production » ni « consommation ».

Dans la logique du **troc**, ou plus exactement du **don** et du **contre-don**, vous donnez à votre partenaire un bien ou un service et vous attendez de lui qu'il vous donne en échange un bien ou un service. Prestation et contreprestation doivent être jugées équivalentes par les partenaires. L'équivalence tient en compte la situation de chacun. Une agricultrice qui donne des salades de son jardin au moment où elle en a trop pour elle, donne quelque chose qui ne vaut rien pour elle et qui vaut le prix du marché pour sa voisine parisienne en vacances qui les achète chez l'épicier. La parisienne le sait, et se sent obligée de rendre, mais par une prestation qui n'est pas non plus évaluée au prix du marché. Par conséquent, chaque bien et chaque service ont une valeur particularisée par la personne qui donne, celle qui reçoit, et le moment du don : il n'y a pas d'étalon de valeur universel commun pour évaluer le don.

En second lieu, le don et le contre-don ne sont pas, le plus souvent échangés simultanément. On donne le bien ou le service au moment où on peut en disposer et où il rend service au donataire ; on est assuré que celui-ci rendra, mais sans savoir ni quand, ni comment. Le temps ne compte pas. Ou plus exactement, il compte d'autant moins que l'on a confiance en autrui, que l'on est proche de lui dans le système social de voisinage, d'amitié ou de parenté. Plus le lien social est étroit, plus la confiance est forte, moins le temps compte. Le réseau de sociabilité, d'amitié, de parenté, sous-tend les échanges et donne leurs valeurs particularisées aux dons et contre-dons.

Les sentiments peuvent conduire à dévaloriser ou à survaloriser un bien : le don marque le lien affectueux qui transcende tout équilibre de l'échange. Donner des bijoux de grand prix à une femme ou un sac de bonbons à un enfant sont des signes et ne s'inscrivent pas dans des échanges équilibrés sur le plan économique. Dans la parentèle, les études de L. Roussel [9] montrent que les biens et les services « descendent » les générations, et que, en compensation, l'affection « remonte ». Dans les rapports de clientèle, il en est de même : le député « rend service » à son électeur, qui, en retour, vote pour lui. Le Patron romain nourrissait son client ; en revanche, le seigneur oriental reçoit des dons du client qu'il protège et le justiciable, sous l'Ancien Régime, donne des épices à son juge pour être bien jugé. Aujourd'hui, donner des étrennes marque un rapport hiérarchique et l'échange de cadeaux à Noël doit être éga-

litaire entre égaux, inégalitaire entre inégaux. Chez nous comme chez les Kwakiutl, donner plus, c'est s'affirmer supérieur.

Logique de l'autoconsommation, logique du don et du contre-don, logique économique marchande sont irréductibles les unes aux autres. On ne peut confondre l'économie domestique, l'échange et le travail noir dans l'économie informelle que si l'on se place du point de vue de l'Etat et de l'analyse macro-économique, et ce n'est pas celui du sociologue.

Ceci ne signifie nullement qu'il n'y ait pas de dynamique dans l'articulation entre ces différentes logiques comme Gershunny l'a montré. Au cours des dernières années de nouvelles lignes de partage se sont dessinées. Le mouvement féministe par exemple prône un certain glissement de la logique domestique à la logique du troc dans la définition des rôles conjugaux. En contestant la division traditionnelle des tâches d'épouse et de mari, de mère et de père, il tend à faire évoluer les rapports au sein du couple vers des échanges stricts (un service contre un service équivalent). En diminuant la part du modèle institutionnalisé, on accorde une préférence aux situations « don-contre-don » et tout naturellement la relation de sociabilité devient un enjeu plus important et plus quotidien. La contestation de l'institution rend possible des négociations *explicites* où par-delà l'équilibre souhaité, ce sont des choix de modèles de sociabilité qui sont en cause.

On pourrait également montrer que les secteurs jadis disjoints de la consommation et de la production sont en train de se rejoindre sans qu'il soit possible dans bien des cas de tracer entre eux une frontière très nette. Les économistes [10] ont d'ailleurs déjà enregistré cette évolution en construisant des modèles micro-économiques où le ménage est à la fois une unité de consommation et une unité de production. L'analyse des statistiques concernant les dépenses de consommation des ménages montrent que pour une part croissante, il s'agit en fait d'investissement en biens primaires (acquis sur le marché) qui leur serviront à produire des biens secondaires.

Trois questions

Pour le sociologue, l'étude de ces phénomènes relève de l'ethnographie de la vie quotidienne [11]. C'est pourquoi plusieurs enquêtes exploratoires ont été mises en chantier dans le cadre du Programme d'Observation Continue du Changement Social et Culturel du CNRS qui permettent d'apporter des débuts de réponse souvent contradictoires aux questions posées ci-dessous.

La crise et le chômage entraînent-ils un repli sensible sur l'économie informelle et l'économie domestique ? L'exemple des sidérurgistes d'un village lorrain incite à répondre affirmativement ; celui des chômeurs lillois négativement.

A Grand-Failly, village lorrain [12], un tiers des soixante chefs de ménages sont employés dans la sidérurgie ; travail posté, heures supplémentaires et hauts salaires, leur assuraient un revenu monétaire élevé

jusqu'en 1970 ; ils abandonnaient donc leurs terres à leurs voisins agriculteurs, mais leurs femmes continuaient à cultiver leurs potagers et à élever leurs basses-cours. La réduction des heures supplémentaires a diminué leurs revenus et leur a donné plus de temps libre qu'ils ont utilisé à bricoler leur maison : installation de chauffage central et de salles d'eau. L'augmentation du prix du mazout les a incité à mettre des chaudières mixtes et à user de nouveau du droit d'affouage. Ouvriers et agriculteurs étant surchargés de travail, plus personne n'ayant le temps de « faire son bois », les bois de coupe dans les forêts communales étaient vendues en totalité au profit des finances locales sans prélèvement en nature pour l'affouage. En 1974, les ouvriers demandèrent de pouvoir à nouveau faire leur bois et l'affouage fut rétabli pour tous. Les agriculteurs, toujours surchargés de besogne, ne peuvent faire leur bois et cèdent leurs parts aux ouvriers. Même différence chez les femmes ; toutes, font leur potager, mais les agricultrices le réduisent pour gagner du temps et aider à l'exploitation qui rapporte, tandis que les femmes d'ouvriers passent de plus en plus de temps à produire leurs légumes et leurs poulets pour économiser sur le salaire réduit du mari. Certains ouvriers se sont mis à élever des moutons qu'ils vendent à leurs camarades d'atelier qui habitent en ville. Ainsi, les agriculteurs augmentent leur participation à l'économie marchande alors que les ouvriers accroissent leur économie domestique : paradoxalement, les agriculteurs deviennent de moins en moins « paysans » et les ouvriers reprennent des pratiques paysannes d'autrefois.

La crise de 1979 a entraîné la débauche de deux sidérurgistes : l'un a profité de son pécule pour se monter un petit atelier de bricolage et « bricole » chez les voisins, l'autre, plus âgé, a pris sa retraite et s'est remis à cultiver ses terres. En outre, un retraité des Postes, s'est remis à l'agriculture : le nombre d'exploitations était passé de vingt en 1968 à dix en 1978, il est remonté à douze en 1981. Paradoxalement, la crise de la sidérurgie ne menace pas les ouvriers heureux de revenir à leurs fermes, mais menace les agriculteurs qui en sont très conscients : si tous les ouvriers reprennent leurs terres, les exploitations ne seront plus rentables.

Par contraste, les chômeurs lillois, étudiés par F. Stankiewicz, pour la plupart, ne se sont pas réorientés vers le bricolage et le travail noir. Ils sont ouvriers et se perçoivent comme tels, et par conséquent, ils cherchent ou attendent un nouveau travail « véritable » : pour eux, « bricoler » serait déchoir. De plus, ils vivent dans un environnement ouvrier où ils ne rencontrent pas d'occasion de s'employer au noir et de manière précaire : l'environnement ne les y incite pas et ils ne sont pas insérés dans des réseaux de voisinage et de parenté diversifiés qui leur offriraient des occasions. Le contraste entre les ouvriers lillois et les ouvriers lorrains incite à conclure que l'économie informelle, pour se développer, exige un environnement favorable, fait essentiellement de réseaux complexes et diversifiés de parentèles, de voisinages et d'affinités. La crise et le chômage « actif » ces réseaux, mais ne les créent pas s'ils n'existent pas.

Il y a une discordance notable entre les revenus monétaires des ménages et leur niveau de vie. Autrement dit : **comment les Français**

vivent-ils si bien avec si peu d'argent ? A cette question paradoxale il est difficile de donner des réponses chiffrées, mais les pratiques d'entraide et d'échange fournissent des explications.

La construction des maisons en est une bonne illustration, car beaucoup de ménages sont visiblement logés nettement au-dessus de leurs moyens pécuniaires. Depuis dix ans, le village breton étudié par M. Segalen a été saisi de la manie de la pierre : les jeunes ménages ne veulent plus cohabiter avec leurs parents, les émigrés désirent avoir leur maison au pays, et les citadins de Quimper se mettent à habiter à la campagne. Le plus souvent, les parents donnent un terrain proche de la maison au jeune ménage resté à la ferme, ce qui les oblige à en donner un également aux jeunes ménages partis à Quimper ou à Paris. La construction se fait en mobilisant chaque week-end toute la parentèle : l'entraide agricole d'hier devient entraide du bâtiment aujourd'hui. Les femmes viennent avec leurs enfants et la grand-mère nourrit tout son monde : la grande table de la moisson et du battage ressort de la grange. Les matériaux eux-mêmes sont obtenus à travers des réseaux, sans facture. Si la compétence du maçon ou du charpentier manque, on a recours à un artisan, et qui travaille plus ou moins au noir. Construire ainsi prend beaucoup de temps, mais coûte très peu d'argent et entretient les rapports de parenté entre cousins. La vente des bétonneuses pour bricoleur qui a fait un boom dans les dernières années est un indicateur de la multiplication de ces constructions « sans facture ».

Autre bourg breton, Saint-Jean-Brevelay s'est transformé en une véritable petite ville dans les dix dernières années : sur les lotissements, les pavillons ont poussé comme des champignons grâce au crédit. Les jeunes ménages se sont endettés dans des proportions incroyables : s'ils ont deux salaires, l'un passe entièrement à payer la maison ; parfois jusqu'à 80 % du revenu total du ménage est « mangé » par les traites. Et l'on vit au jour le jour grâce à l'exploitation agricole des parents. Ici, l'économie marchande du bâtiment est financée par l'économie domestique de la parentèle, ce qui confirme les constatations déjà mentionnées de Louis Roussel.

Ces deux manières de construire pourraient faire l'objet d'une analyse comptable comparative, puisque la maison a un coût marchand, la variable temps elle-même pourrait être « actualisée ». De plus, certains indicateurs pourraient permettre d'évaluer l'ampleur du phénomène, telle la vente de bétonnières pour bricoleurs. Mais on voit bien que les avantages « non marchands » sont l'essentiel de l'affaire, même s'ils sont parfois difficiles à endurer.

Certains outils techniques favorisent-ils un retour aux pratiques d'autoconsommation ?

Pour répondre à cette question, Françoise Dubost a étudié les jardins potagers et l'usage des congélateurs dans deux banlieues pavillonnaires peuplées d'ouvriers et d'employés. L'une dans l'agglomération parisienne, l'autre plus rurale dans la région lyonnaise. Ici et là le jardin est conçu comme un moyen d'économiser puisqu'il doit coûter le moins possible. On comptabilise ce qu'il coûte, mais on ne peut comptabiliser ce qu'il produit, qui ne peut être vendu et fait seulement l'objet d'échanges.

On aime mieux échanger les semences que les acheter chez les grainetiers. Lorsque tel légume ou tel fruit est en surabondance, on le donne à certaines personnes selon un ordre strictement réglé : d'abord aux parents, ensuite aux voisins et enfin aux personnes « plus éloignées », ou pour remercier d'un service rendu ou d'une gentillesse. Jamais on n'attend de retour précis à une date précise.

Dans la région lyonnaise le potager a toujours été sous la responsabilité de la femme qui en utilisait les produits pour faire des conserves nombreuses. L'arrivée du congélateur lui a permis de faire moins de conserves et de « garder » tous les légumes et les fruits en excédent. Dans la banlieue parisienne, la tradition des jardins ouvriers est différente. Faire le potager est une tâche masculine et la femme n'a jamais fait de conserves. Aujourd'hui chacune a un congélateur mais pour y mettre des produits achetés : congeler les produits cultivés par le mari est un comportement neuf qui commence seulement à se répandre. En revanche les Lyonnaises se sont mises à acheter des produits congelés notamment des plats tout prêts. Ainsi paëllas et pizzas surgelées font leur apparition dans la gastronomie lyonnaise ! Enfin dans les deux cas les enfants qui habitent le centre de la ville viennent en fin de semaine et repartent le dimanche soir le coffre plein des bons fruits et des bons légumes de la mémé ou du pépé auxquels ils ont donné un coup de main pour bêcher ou ramasser.

40 % des ménages français cultivent un jardin et la diffusion très rapide du congélateur (7 % en 1972, 26 % en 1980) paraît fortement liée avec le jardinage et surtout avec la résidence rurale ou banlieusarde. Il serait aussi intéressant d'évaluer la quantité de viande qui échappe au circuit commercial grâce au congélateur. Dans beaucoup de régions rurales les agriculteurs ne vont plus que très rarement chez le boucher et bien des citadins garnissent leur congélateur avec la viande qu'ils ramènent de la campagne puisée dans le congélateur du voisin ou du père, agriculteurs. Dans des régions productrices comme la Vendée cette autoconsommation locale et cette exportation non marchande vers la ville représente dit-on un pourcentage de la production régionale qui surprendrait si on le connaissait.

Trois conclusions

Ces différents exemples peuvent donner le sentiment que les grandes banlieues, les petites villes et les campagnes sont le domaine d'élection de l'échange et de l'autoconsommation. Sans doute les réseaux sociaux y sont plus favorables que dans la grande ville. Toutefois ces réseaux deviennent de plus en plus denses entre citadins et ruraux, on pourrait dire que les réseaux ruraux se prolongent en ville. Par ailleurs les enquêtes de Sophie Tievant et de Sabine Chalvon Demersay à Cergy-Pontoise et dans le quatorzième arrondissement de Paris montrent qu'en milieu urbain ces réseaux sont plus denses et plus actifs qu'il n'y paraît.

En effet, toutes nos enquêtes montrent que **l'existence de réseaux de sociabilité est la condition nécessaire au développement de ces échanges**

et de l'autoconsommation. Or il semble bien que le retour au micro-social est une des tendances majeures de transformation de la société française comme il a été montré dans un précédent article de cette revue [13]. Par conséquent ces deux phénomènes vont se renforcer l'un l'autre. C'est la première conclusion de cette analyse.

Par ailleurs, montrer que le trait commun de ces activités économiques est de n'être pas comptabilisées ni comptabilisables selon des conventions d'équivalents monétaires, laisse insatisfaits le macro-économiste et le comptable national. En revanche certaines transformations de l'économie française peuvent se mieux comprendre en termes de passage d'un type à l'autre selon la démarche proposée par Gershunny. Il est évident que la réduction du temps de travail, l'allongement de la retraite et, sous certaines réserves, le développement du chômage sont favorables, dans l'ensemble, aux activités d'échanges d'autoconsommation et au travail clandestin. Mais une proposition si générale n'instruit guère. De même remarquer que la crise a coïncidé avec l'attention nouvelle portée à ces activités ne permet pas de dire s'il y a un lien de cause à effet que beaucoup ont affirmé sans preuve : on peut tout aussi bien montrer que ces activités sont la conséquence de l'enrichissement extraordinaire des Français dans les dernières décennies. Ce qui n'était pas irritant dans la période de croissance rapide le devient avec la crise. Du point de vue de la puissance publique, la fraude à l'égard du fisc et de la Sécurité Sociale doit être pourchassée plus activement lorsque l'assiette n'augmente plus. Du point de vue des citoyens, la fraude est plus tentante lorsque les revenus n'augmentent plus, alors que les impôts (nationaux et locaux) et les cotisations de la Sécurité Sociale continuent de croître.

Enfin ces deux tendances jouent dans le même sens. Ce qui ne relève pas du fonctionnement formel des organisations s'estompe lorsque l'on est en période d'abondance, puisque chacun peut trouver l'essentiel de ce qu'il cherche grâce aux mécanismes institués ; en revanche, **en période de stagnation, les réseaux et les mécanismes informels et discrets reprennent plus d'importance**. La dévalorisation des diplômes redonne plus d'importance aux recommandations personnelles : entre deux diplômés équivalents, on choisit celui qui vous est recommandé. Ce qui est vrai pour les diplômés supérieurs, l'est aussi pour les ouvriers et les employés : en période de chômage, le CAP est nécessaire pour être embauché, mais le réseau qui transmet l'information et le copain qui recommande deviennent décisifs. Dans les pays sous-développés, où l'emploi est si rare, l'ouvrier qui a pu se faire embaucher reverse une partie de ses gains à celui qui l'a fait embaucher.

Se protéger de l'œil de l'Etat est d'autant plus facile que l'on est sous la protection de la Sécurité Sociale, qu'on est propriétaire d'un logement bien fourni d'équipements ménagers, qu'on a accumulé ou hérité un petit patrimoine, et qu'on dispose de temps libre pour bricoler — situation à présent acquise par la majorité des ménages. Renouveler la machine à laver ou la voiture compte beaucoup moins aujourd'hui que le premier achat il y a vingt ans, et le temps de travail annuel moyen du Français a baissé sensiblement entre 1965 et 1980. Pour faire sa lessive, cultiver son jardin, ou bricoler, la machine à laver a remplacé

la lessiveuse, le motoculteur la bêche, et la perceuse la chignolle. Par conséquent, l'économie domestique et l'économie de troc se sont modernisées. Elles correspondent à des besoins et à des possibilités nouvelles, elles ont acquis une autonomie neuve, qui n'est pas un simple retour aux mœurs anciennes, et une dynamique propre, qui est en partie une réponse aux transformations de l'économie marchande et de l'appareil étatique. L'équilibre entre travail salarié et activités diverses se trouvant modifié, les principes actuels de financement de l'Etat et des institutions sociales se trouvent remis en question.

Pour terminer posons une dernière question. **Si la croissance économique paraît stagner, n'est-ce pas simplement l'effet des conventions des comptes nationaux ?** Pourrait-on argumenter que la croissance se poursuit bel et bien, toujours au même rythme, à travers ces activités qui ne sont pas comptabilisées ni comptabilisables. Autrement dit, les satisfactions en biens et en services des individus continuent à croître rapidement, même si leur revenu monétaire tend à baisser. Si les citoyens perçoivent cette amélioration de leur niveau de vie bien que leur chèque en fin de mois n'augmente pas, ils doivent ressentir confusément la contradiction. Sans doute la crise dont on leur dit à satiété qu'elle est profonde et durable ne leur est pas aussi sensible qu'aux économistes. Cette hypothèse, peut-être hasardeuse, vaudrait d'être explorée.

Références bibliographiques

- [1] Voir par exemple de B. Bobe et A. Etchegoyen, « *Economistes en désordre* », Paris, Editions Economica, 1981 et de D. Bell et I. Kristol, « *The crisis in economic theory* », New York, Basic Books Inc., 1981.
- [2] Voir notamment les travaux de R. Boudon, M. Crozier et J.-D. Reynaud.
- [3] La bibliographie du sujet commence à s'allonger ; on trouvera un bon état de la question réalisé par un économiste X. Greffe, « *L'économie non officielle* », *Consommation*, n° 3, 1980.
- [4] Parmi les écrits de J. Gershunny citons : « *L'économie informelle* », *Futuribles*, n° 24, juin 1979.
- [5] Rosine Klatzmann, « *Le travail noir* », Paris, PUF, 1982. Coll. « Que sais-je ? ».
- [6] P. Kende, « *Vers une évaluation de la consommation réelle des ménages* », *Consommation*, n° 2, 1975.
- [7] Tchayanov : « *Pour une théorie des systèmes économiques non-capitalistes* ». *Analyse et prévision*, 1972 (1), pp. 19-51, traduction d'un texte allemand de 1924.
- [8] A. Chadeau et A. Fouquet, « *Peut-on mesurer le travail domestique ?* », *Futuribles*, décembre 1981, pp. 33-55.
- [9] L. Roussel et Bourguignon, « *La famille après le mariage des enfants* », *Cahiers de l'INED*, n° 78, Paris, PUF, 1976.
- [10] Cf. travaux de H. Becker.
- [11] Les exemples qui suivent sont tirés des enquêtes réalisées dans le cadre du programme CNRS « Observation continue du Changement Social et Culturel ». Nos réflexions ont été stimulées par des discussions avec ces différents chercheurs que nous remercions ici :
 - Martine Segalen, « *De la sociabilité au réseau, ou le changement dans la continuité à Saint-Jean-Trolimon* », OCS (à paraître).
 - Claire Legrain, « *L'économie informelle à Grand-Failly* », in *Cahiers de l'OCS*, Paris, CNRS, n° 7, 1982.
 - Sophie Tievant, « *Vivre autrement* », in *Cahiers de l'OCS*, Paris, CNRS, n° 6, 1982.
 - Sabine Chalvon Demersay, « *La répartition des tâches ménagères chez les concubins du XIV^e arrondissement* », in *Cahiers de l'OCS*, Paris, CNRS, n° 6, 1982.
 - F. Stankiewicz et divers, « *Travail noir, productions domestiques et entraide* », *Cahiers de l'OCS*, Paris, CNRS, n° 18 (à paraître).
 - F. Dubost, « *Le congélateur et le jardin* », in *Archives de l'OCS*, Paris, CNRS (à paraître).
- [12] Cf. H. Lamarche, S. Rogers et Cl. Karnoovh, « *Paysans, femmes et citoyens* », Le Paradou, Actes Sud, 1980.
- [13] Michel Forsé, « *Les Français redécouvrent les vertus du micro-social* », *Observations et Diagnostics économiques*, n° 1, juin 1982.